

Une mosquée à la place d'une église : Allah différent d'Asdvadz (Dieu en arménien) : » Et si en plus y'a personne » : OTC

Pashinyan: le master plan de la cité universitaire est prêt



EREVAN, 28 AOÛT, ARMENPRESS: Le Premier ministre Nikol Pashinyan a annoncé mercredi que le plan directeur de la Cité académique était prêt:

" Le master plan de la Cité académique est prêt.

Environ 44 000 professeurs, scientifiques et étudiants d'Arménie et de l'étranger, de 8 universités d'État et de 8 universités internationales/privées seront présents sur 580 hectares de surface, où des technologies vertes modernes seront introduites.

Ce merveilleux environnement scientifique et éducatif servira également de centre national de loisirs intellectuels et de vie sportive. Nous aurons bientôt l'occasion de présenter les détails du projet Academic City sous différentes formes et à différentes occasions.

Il est important pour nous que vous disposiez d'informations détaillées sur ce que

nous faisons, pourquoi et comment nous le faisons. Nous vous remercions de votre soutien.”

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Août 2024

[Bakou réitère les conditions préalables à un accord de paix avec \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Bakou réitère les conditions préalables à un accord de paix avec Erevan

La signature d'un traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est subordonnée à une modification de la constitution arménienne, a déclaré un haut conseiller du président azerbaïdjanais Ilham Aliev dans une interview publiée mardi 27 août.

« Nous sommes très près de conclure un accord de paix avec l'Arménie, mais nous devons veiller à ce que cette paix soit durable, a déclaré Elchin Amirbayov au quotidien Korea Times. L'obstacle restant est la revendication territoriale constitutionnelle de l'Arménie sur une partie de l'Azerbaïdjan. Une fois cette question résolue, nous pourrons aller de l'avant.”

Aliev a posé cette condition préalable à plusieurs reprises au cours des derniers mois, notamment après avoir forcé le premier ministre Nikol Pachinian à céder à l'Azerbaïdjan quatre zones frontalières contestées en avril. Bakou souhaite en particulier qu'Erevan supprime de la constitution arménienne une référence à la déclaration d'indépendance de 1990, qui cite à son tour un acte d'unification de 1989 adopté par les organes législatifs de l'Arménie soviétique et de l'Oblast autonome du Haut-Karabagh de l'époque.

Le seul moyen légal de supprimer cette référence est de promulguer une nouvelle constitution par voie de référendum. M. Pachinian a annoncé son intention de le faire au début de l'année, ce qui a conduit ses détracteurs nationaux à affirmer

qu'il s'inclinait devant une nouvelle demande de l'Azerbaïdjan.

Vendredi dernier, N. Pachinian a semblé modifier sa rhétorique dans une déclaration félicitant les Arméniens à l'occasion du 34^e anniversaire de l'adoption de la déclaration de 1990. Il a déclaré que « contrairement à diverses interprétations », la référence constitutionnelle en question « ne signifie pas que tout le contenu de la déclaration d'indépendance est inclus dans la constitution arménienne et que le contenu de ces deux documents est identique ».

Le processus de négociation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan aurait été à l'ordre du jour des derniers entretiens du ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères Jeyhun Bayramov avec son homologue turc Hakan Fidan, qui se sont tenus mardi à Ankara. Aucun détail de ces entretiens n'a été rendu public dans l'immédiat.

Bayramov s'est rendu dans la capitale turque une semaine après la visite d'État du président russe Vladimir Poutine à Bakou, au cours de laquelle il a proposé d'aider à négocier le traité de paix entre les deux États du Caucase du Sud. M. Poutine a réitéré cette offre lors d'un appel téléphonique ultérieur avec M. Pachinian. La réponse de ce dernier n'est pas encore connue.

Contrairement à Erevan, Bakou a accueilli favorablement cette initiative de paix russe et les précédentes. Cependant, Amirbayov a déclaré au Korea Times qu'il ne souhaitait pas qu'un pays tiers joue un « rôle direct » dans le processus de paix.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20

Nouvelles d'Arménie Magazine

27 Août 2024

[L'Azerbaïdjan a commencé à récupérer le monument « Nous sommes nos montagnes \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Azerbaïdjan a commencé à récupérer le monument « Nous sommes nos montagnes »



L'Azerbaïdjan a commencé à récupérer le monument « Nous sommes nos montagnes », symbole de l'identité arménienne en Artsakh, situé près de Stepanakert. Construit en 1967, ce monument est connu sous le nom de « Mamik et Babik » et représente un couple âgé en habits arméniens traditionnels. Les autorités azerbaïdjanaises, dans un post, ont prétendu que le monument est un signe de la tolérance multiculturelle du pays, tentant ainsi de le détacher de son héritage arménien. Monument Watch, un groupe de surveillance, dénonce cette appropriation comme une violation des conventions internationales sur la protection du patrimoine culturel.

L'Azerbaïdjan, qui accueillera bientôt la COP29 à Bakou, est accusé par des défenseurs des droits de l'homme, dont Luis Moreno Ocampo, d'utiliser cet événement pour masquer ses politiques de haine et de nettoyage ethnique envers les Arméniens. Les factions parlementaires de l'Artsakh, en exil, ont appelé les Arméniens à résister à ces tentatives de réécriture de l'histoire et d'usurpation des monuments culturels.

Nor Haratch

25 Août 2024

[Message de félicitations de Pachinian à Zelensky - Nor Haratch](#)^{j,k}

Message de félicitations de Pachinian à Zelensky

A l'occasion du Jour de l'Indépendance de l'Ukraine, le Premier ministre Nikol Pachinian a adressé un message de félicitations au président Volodymyr Zelensky

:

« Je vous félicite chaleureusement à l'occasion du Jour de l'Indépendance de l'Ukraine.

La base des relations entre l'Arménie et l'Ukraine repose sur l'amitié séculaire et le respect mutuel de nos deux peuples, renforcés par la dynamisation des contacts bilatéraux à différents niveaux.

Je suis pleinement convaincu que nos efforts communs contribueront au développement continu des relations entre l'Arménie et l'Ukraine et à une coopération mutuellement bénéfique.

Profitant de cette opportunité, je vous souhaite bonne santé et succès, ainsi qu'au peuple ami d'Ukraine, paix et tout le meilleur. »

Il convient de noter que le président de l'Assemblée nationale Alen Simonian et le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan ont également envoyé des messages similaires.

Aliev a également félicité l'Ukraine à l'occasion du Jour de l'Indépendance

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a également félicité l'Ukraine à l'occasion de la fête de l'Indépendance.

« L'Azerbaïdjan et l'Ukraine soutiennent mutuellement leur intégrité territoriale et leur souveraineté conformément à la Charte des Nations Unies, aux normes et principes internationaux. À l'avenir, nous avons l'intention de déployer tous les efforts possibles pour fournir le soutien humanitaire nécessaire au peuple ami de l'Ukraine », indique le message d'Aliev.

Nor Haratch

25 Août 2024

[La cathédrale d'Etchmiadzine est toujours inachevée, à un mois de son ouverture - Nor Haratch](#)

La cathédrale d'Etchmiadzine est toujours inachevée, à un mois de son ouverture



Le 23 août, le Saint Siège d'Etchmiadzine a annoncé qu'il commencerait l'accréditation des journalistes pour couvrir la bénédiction du Saint Muron et la reconsécration de la cathédrale les 28 et 29 septembre. Le journal «*Hraparak*» tente de comprendre pourquoi les travaux de restauration de la cathédrale ont duré 6 ans. «*Une nouvelle cathédrale aurait pu être construite de toutes pièces en six ans, des villes entières de part le monde se construisent en beaucoup moins de temps*», fait remarquer le journal.

Alors, pour quelle raison la cathédrale est restée fermée si longtemps, depuis 2018, d'autant plus qu'elle est un symbole de la foi chrétienne, et selon le journal, même «*certaines croyants voient dans ce fait l'explication céleste de nos tragédies nationales : catastrophes qui ont frappé l'Arménie, nos victimes...*».

Selon «*Hraparak*», de nombreuses demandes ont été soumises au Catholicos Karékine II au cours de ces années pour accélérer la restauration, pour ouvrir les portes de la Cathédrale aux croyants, aussi pour leur redonner l'espérance, mais rien n'a pas bougé. «*Nous avons été informés que, même maintenant, Sa Sainteté ne voulait pas rouvrir la cathédrale, répétant que "les réparations ne sont pas terminées" et a seulement cédé aux demandes de diverses personnes et ecclésiastiques*», écrit le journal qui cite les détails suivants :

«*Il s'avère qu'un mois avant la réouverture, la restauration de la cathédrale n'est pas encore terminée ; non seulement certains travaux sont incomplets, mais aussi de nombreuses rénovations "rabiz" (au goût arabisant - ndlr) ont été réalisées selon le goût personnel de Karékine II. En particulier, le sol rénové et nouvellement carrelé de la cathédrale ressemble désormais à un hammam moderne. Les cercles proches du Saint-Siège estiment que l'une des raisons pour lesquelles on a retardé si longtemps la restauration de la cathédrale est de disposer d'une base légitime pour demander un soutien financier continu à la diaspora et aux riches Arméniens. Ni les fonds pour la rénovation de la cathédrale*

ni les dépenses ne sont maîtrisés, seul le Catholicos gère toutes les informations.

»

* * *

Ci-dessous le programme des événements du 27 au 29 septembre publié par le Saint Siège :



Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Août 2024

[L'Azerbaïdjan construit une mosquée après avoir démoli l'église arménienne de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Azerbaïdjan construit une mosquée après avoir démoli l'église arménienne de Sourp Hambardzoum à Berdzor



En Artsakh occupé, l'Azerbaïdjan construit une mosquée après avoir démoli l'église arménienne de Sourp Hambardzoum (Sainte-Ascension) à Berdzor, a rapporté le Conseil d'État de l'Artsakh pour la protection du patrimoine culturel. « *Après la démolition de l'église de la Sainte Ascension à Berdzor, les autorités azerbaïdjanaises construisent une mosquée à sa place. En septembre 2022, le Conseil d'État a annoncé l'intention de l'administration azerbaïdjanaise de transformer l'église de la Sainte Ascension en mosquée* », indique le communiqué.

Krikor Amirzayan

RUSSIE

Poutine et Aliyev discutent du processus de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

REVAN, 28 AOÛT, ARMENPRESS: Le président russe Vladimir Poutine et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev ont discuté de la normalisation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, entre autres questions, lors d'un entretien téléphonique mercredi, a rapporté le Kremlin.

Selon le communiqué publié par le Kremlin, Poutine et Aliyev ont discuté de « la situation dans le Caucase du Sud, y compris les préparatifs du traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la délimitation et la démarcation des frontières et le déblocage des liaisons de transport entre les deux pays ».

Poutine a réitéré sa volonté de continuer à apporter son soutien à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan pour trouver des solutions mutuellement acceptables, selon le Kremlin. « Poutine a réitéré sa volonté de continuer à soutenir l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans la recherche de solutions mutuellement acceptables, selon le Kremlin.

L'appel téléphonique intervient quelques jours après la visite de Poutine en Azerbaïdjan. Les deux présidents ont déclaré que la mise en œuvre des accords conclus lors de la visite « contribuera à l'approfondissement des relations alliées et collégiales entre la Russie et l'Azerbaïdjan ».

Published by [Armenpress](#), original at <https://armenpress.am/fr/article/1198485>

28 Août 2024

[L'histoire intrigante de Poutine et Mehriban Aliyeva - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

L'histoire intrigante de Poutine et Mehriban Aliyeva

Le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a adressé un message de félicitations à la Première Vice-Présidente de l'Azerbaïdjan, Mehriban Aliyeva, à l'occasion de son anniversaire. Cette histoire, bien que politique et non romantique, mérite l'attention. En félicitant Mehriban Aliyeva, Poutine a souligné sa « contribution personnelle » aux relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie.

Il y a quelques années, lors d'une rencontre à Moscou, Poutine a décoré Mehriban Aliyeva d'une médaille, la qualifiant de « véritable amie » de la Russie en Azerbaïdjan. Ce geste semblait insinuer qu'il ne voyait pas son mari, le Président Ilham Aliyev, sous le même jour. La visite de Mehriban Aliyeva à Moscou en novembre 2019 était en effet particulièrement notable. C'était la première, et à ce jour, la seule visite officielle de Mehriban Aliyeva en tant que Première Vice-Présidente de l'Azerbaïdjan. Il est intéressant de noter qu'après sa nomination à ce poste en 2017, elle a choisi Moscou pour sa première visite officielle, et non Ankara, par exemple. Cela constitue une nuance géopolitique marquante dans les relations russo-azerbaïdjanaises.

Malgré des relations relativement cordiales, Poutine semble avoir une confiance limitée en Ilham Aliyev, notamment en raison de l'alliance croissante de l'Azerbaïdjan avec la Turquie et Israël, des partenaires stratégiques importants pour ce pays post-soviétique. Cette situation a évidemment des répercussions significatives sur la politique de la Russie dans le Caucase. Mehriban Aliyeva pourrait bien représenter une « carte russe » en Azerbaïdjan, une idée renforcée par l'attention que lui a portée Poutine lors de sa visite officielle à Moscou en 2019, ainsi que par la médaille qu'elle y a reçue.

Qu'essayait de résoudre Moscou avec cette reconnaissance, à peine un an avant la guerre des 44 jours ? La Russie tentait-elle, par l'intermédiaire de Mehriban

Aliyeva, de contrer l'influence croissante de la Turquie, un acteur clé de ce conflit qui a bouleversé le statu quo dans le Caucase ? Avec la fin de cette guerre, la frontière entre la Russie et la Turquie, au lieu de suivre les rives du fleuve Araks, semblait désormais se dessiner le long de la ligne Stepanakert-Chouchi. Pourtant, même là, la Russie a dû se retirer quelque peu de cette nouvelle « frontière ».

En se retirant, Moscou a en quelque sorte redéfini la dynamique des relations turco-azerbaïdjanaises, créant une situation où l'influence de la Turquie pourrait être limitée. En ne s'opposant pas vigoureusement à la situation au Haut-Karabakh, la Russie cherche à réduire quelque peu l'influence turque en Azerbaïdjan, laquelle repose en grande partie sur la poursuite du conflit et la présence militaire russe, de facto. Moscou pourrait ainsi espérer tirer un avantage stratégique dans cette nouvelle situation, où Mehriban Aliyeva pourrait jouer un rôle clé, bien que de manière subtile.

Il ne s'agit pas uniquement d'Ilham Aliyev, mais aussi de son clan paternel, les Pachaev, l'un des deux clans majeurs qui dirigent effectivement l'Azerbaïdjan. Les Aliyev, connus comme le clan « nakhijavanien », sont devenus alliés par mariage avec les Pachaev il y a plusieurs décennies.

EUROPE - FRANCE

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Août 2024

[**Le dialogue sur la libéralisation des visas est une étape très importante vers \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)**](#)

Le dialogue sur la libéralisation des visas est une étape très

importante vers l'intégration européenne, selon un expert

La décision du Conseil de l'UE d'entamer un dialogue sur la libéralisation des visas avec l'Arménie est une étape très importante sur la voie de l'intégration européenne, selon le politologue Hayk Sukiasyan. S'adressant à Armenpress, Sukiasyan a déclaré que la présence de la mission de l'Union européenne en Arménie (EUMA) avait grandement contribué à ce processus : « La présence de la mission d'observation de l'UE en Arménie a grandement contribué à ce processus. Les observateurs ne surveillent pas seulement les différentes parties de notre frontière nationale, mais ils font également des observations liées à la vie interne de l'Arménie, en abordant les processus de démocratisation. Je pense qu'une opinion positive sur notre pays est en train de se développer au sein de l'UE sur la base de leurs rapports. Les observateurs ont contribué à la décision du Conseil de l'UE d'entamer un dialogue avec nous sur la libéralisation des visas. Je ne sais pas quand cela deviendra réalité, mais il est indéniable que les tendances à l'intégration rapide existent », a déclaré M. Sukiasyan.

La libéralisation des visas avec l'UE permettra aux citoyens arméniens de voyager librement, de visiter les pays de l'UE et d'interagir avec la culture européenne. « Bien que nous ayons été élevés dans des réalités post-soviétiques, nous devons nous rapprocher de la culture européenne. Si nous poursuivons le processus de démocratisation plus rapidement, je suis sûr que des mesures visant à une intégration plus étroite suivront. Les mesures actuelles marquent le début d'un processus plus vaste », a déclaré M. Sukiasyan.

Évoquant les risques liés à l'immigration illégale et à l'échec éventuel des réformes, M. Sukiasyan a souligné que ces risques sont nécessairement pris en compte. Le Conseil de l'UE a adopté la décision susmentionnée, ce qui signifie qu'il a procédé à une analyse pertinente et qu'il est parvenu à cette conclusion : « Bien sûr, il y a un problème avec l'immigration illégale, mais il concerne le monde entier. Nous devons veiller à ce que la libéralisation intervienne le plus rapidement possible. L'UE travaille en étroite collaboration avec nos autorités pour prévenir l'immigration illégale. Néanmoins, je pense que l'UE ne libéralisera pas rapidement le régime des visas. Si nous avons des institutions démocratiques et pleinement organisées, je suis sûr que la libéralisation interviendrait dans un délai d'un an. Aujourd'hui, la situation dans

le monde est telle que si, auparavant, un tel processus pouvait durer quarante ans, aujourd'hui il peut durer trois ans. En particulier, notre système judiciaire n'a pas encore atteint le niveau souhaité. C'est pourquoi le régime des visas sera progressivement libéralisé. J'espère qu'au cours de cette période, nous apprendrons beaucoup des Européens, que nous mettrons de l'ordre dans nos institutions démocratiques, de sorte que la libéralisation des visas se transformera en processus d'intégration dans l'UE », a déclaré le politologue.

Selon Sukiasyan, si le processus de réforme échoue, l'Arménie n'aura tout simplement pas d'avenir. Selon lui, la question ne concerne pas seulement nos autorités. La population devrait exercer une pression suffisante pour que les autorités ne soient pas tentées de s'écarter de la voie européenne : « Sinon, nous ne deviendrons pas un État et nous resterons parmi les projets rétrogrades russes. Si nous n'avons pas enregistré des tendances positives, soyez assurés qu'ils ne négocieraient même pas avec nous le début du processus de libéralisation des visas. Il faut garder à l'esprit qu'au moins l'institution des élections a été réformée dans une certaine mesure et qu'elle n'est pas similaire aux précédentes. Nous avons certainement enregistré des progrès dans l'organisation des élections, mais nous avons un gros problème dans le domaine de la justice. La population n'a toujours pas confiance dans les tribunaux. Les institutions sont considérées comme établies si elles sont pleinement légitimes et jouissent de la pleine confiance du peuple. Le peuple doit exiger des autorités et les tribunaux doivent toujours sentir le souffle du peuple sur leur nuque. Il y a des tendances positives, bien sûr, mais elles sont lentes », a noté notre interlocuteur.

Parlant des cas éventuels d'Arméniens demandant l'asile politique dans l'UE, Sukiasyan a noté qu'il s'agit également d'un phénomène fréquent. Selon lui, le potentiel collectif de notre État n'est pas tel que l'une de ses parties lierait sa vie à l'Arménie. « D'autre part, notre région est instable, il n'y a pas encore de paix. Ces tendances poussent les gens à rechercher des pays plus stables. Le problème n'est pas seulement lié au gouvernement, mais aussi aux événements géopolitiques et aux réactions directes des individus. Mais il n'y a pas de tragédie particulière à cela. Si la libéralisation des visas était assez facile, rien ne garantirait que nous n'assisterions pas à une émigration massive. En la matière, nous avons affaire à un ensemble de problèmes multiples qui n'ont pas de réponse unique », a déclaré le politologue.

Selon lui, il n'y aura pas de libéralisation à 100 % du régime des visas, car certaines restrictions subsisteront, d'autant plus que l'Arménie reste sous surveillance, où les réformes mises en œuvre sont contrôlées. C'est pourquoi les

premières étapes seront franchies, l'UE n'offrira dans un premier temps qu'un minimum d'opportunités et Bulei vérifiera le processus de démocratisation de l'Arménie : « Les portes ne s'ouvriront pas toutes grandes pour nous dès le début. Bien sûr, nous voulons aller en Europe. L'UE a déjà fait beaucoup pour nous. L'institution même des observateurs de l'UE est une grande chose pour l'Arménie, mais en tant qu'État et société, nous n'avons pas encore atteint le niveau de culture européenne, et le processus sera donc progressif jusqu'à ce que nous atteignons ce niveau », a conclu le politologue.

Nouvelles d'Arménie Magazine

27 Août 2024

[L'Azerbaïdjan a interdit aux députés de l'APCE d'entrer sur son \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Azerbaïdjan a interdit aux députés de l'APCE d'entrer sur son territoire

Les autorités azerbaïdjanaises ont déclaré « persona non grata » à tous les députés de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui ont voté en faveur de la décision de ne pas ratifier les pouvoirs de la délégation azerbaïdjanaise au sein de l'organisation.

C'est ce qu'a annoncé le chef du service de presse du ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, Aykhan Hajizade. Selon ce dernier, si les parlementaires souhaitent se rendre en Azerbaïdjan avant le rétablissement des pouvoirs de la délégation azerbaïdjanaise au sein de l'APCE, leur entrée leur sera interdite.

Rappelons que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait expulsé la délégation azerbaïdjanaise de l'APCE pour un an. La délégation azerbaïdjanaise auprès de l'APCE a annoncé qu'elle mettait fin à sa coopération avec l'APCE et quittait la session de Strasbourg en signe de protestation contre les deux poids,

deux mesures à l'égard du pays.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

27 Août 2024

Le Président de l'APCE dénonce la décision de Bakou de mettre 76 délégués sur liste noire

Le Président de l'APCE, Theodoros Rousopoulos, a réagi à l'annonce faite par le ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan selon laquelle certains membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) seront considérés comme personae non grata dans le pays.

« C'est plus qu'un signal regrettable qui ne fait que rendre plus difficile la position actuelle de l'Azerbaïdjan au sein du Conseil de l'Europe. Les Etats membres se sont engagés à respecter les normes de la démocratie : mettre sur liste noire ceux qui ont voté selon leur conscience ne peut que se retourner contre eux », a déclaré Theodoros Rousopoulos.

L'Azerbaïdjan a interdit à 76 hommes politiques de 26 pays européens d'entrer sur son territoire. Bakou a déclaré qu'il ne lèverait cette interdiction que si le mandat de sa délégation à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) était rétabli.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) avait refusé le 24 janvier de ratifier les pouvoirs de la délégation parlementaire de l'Azerbaïdjan, excluant temporairement ses 12 parlementaires pour non-respect d'« engagements majeurs » de la part de Bakou.

Cette décision n'a aucun impact sur la présence de l'Azerbaïdjan au sein du Conseil de l'Europe, Bakou en restant membre « à part entière », avait insisté dans un communiqué l'APCE.

L'organe parlementaire du Conseil de l'Europe, la vigie des droits de l'homme sur le continent, « a décidé de ne pas ratifier les pouvoirs de la délégation azerbaïdjanaise », explique-t-il justifiant cette décision par le fait que Bakou n'a pas rempli les « engagements majeurs découlant de son adhésion au Conseil de l'Europe il y a 20 ans ».

Une fois par an

Le règlement de l'APCE prévoit qu'une fois par an, les parlements nationaux sont invités à présenter les pouvoirs de leurs délégations. Le Milli Mejlis, le parlement azerbaïdjanais, avait présenté les pouvoirs d'une délégation de douze membres, qui n'ont donc pas été ratifiés.

« La délégation de l'Azerbaïdjan pourra reprendre ses activités au sein de l'Assemblée lorsque les conditions prévues par le Règlement seront réunies », avait indiqué l'Assemblée dans son communiqué, sans autres précisions.

Dans une résolution adoptée par 76 voix pour, 10 contre et 4 abstentions, l'APCE avait fait part de ses « très sérieuses inquiétudes (...) quant à la capacité (du pays) à organiser des élections libres et équitables » et s'était interrogé sur « la séparation des pouvoirs », « la faiblesse du pouvoir législatif par rapport au pouvoir exécutif », « l'indépendance de la justice » et le « respect des droits humains », comme l'illustrent les nombreux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) qui ont épinglé Bakou.

Le Haut-Karabakh évoqué

L'Assemblée avait également évoqué la situation au Haut-Karabakh, déplorant que les dirigeants de l'Azerbaïdjan n'aient « pas reconnu les très graves conséquences humanitaires et en matière de droits humains » découlant de l'absence d'accès libre et sûr par l'étroit corridor de Latchine. L'Assemblée avait également rappelé sa condamnation de l'opération militaire de septembre 2023, « qui a conduit à la fuite de toute la population arménienne du Haut-Karabakh vers l'Arménie et à des allégations de nettoyage ethnique ».

La résolution avait cité également plusieurs exemples de « manque de coopération » avec l'APCE, notamment « ses rapporteurs de suivi » qui « n'ont pas été autorisés à rencontrer des personnes qui seraient détenues pour des motifs politiques ».

Elle n'a pas non plus « été invitée à observer la prochaine élection présidentielle »

tandis que « d'autres rapporteurs de l'APCE se sont vu refuser des visites dans le pays », avait déploré à encore à l'époque l'APCE.

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 Août 2024

[Revue de la presse arménienne du 24 au 27 août 2024 - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Revue de la presse arménienne du 24 au 27 août 2024

Félicitations à l'Ukraine/ Le Premier ministre Nikol Pashinyan a adressé un message de félicitations au Président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à l'occasion du Jour de l'Indépendance du pays. Le message dit notamment : « Je vous félicite cordialement à l'occasion de la Fête nationale de l'Ukraine, le Jour de l'Indépendance. Les relations entre l'Arménie et l'Ukraine sont fondées sur l'amitié séculaire et le respect mutuel entre nos deux peuples, et les contacts établis à différents niveaux ont donné un élan supplémentaire à ces relations. J'espère que nos efforts conjoints contribueront au développement continu des relations entre l'Arménie et l'Ukraine et porteront la coopération mutuellement bénéfique à un niveau qualitativement nouveau. Je saisis cette occasion pour vous souhaiter, Excellence, bonne santé et succès, et la paix et tous mes vœux de réussite au peuple ami d'Ukraine ».

Le ministère arménien des Affaires étrangères a écrit sur la plateforme X : « Félicitations à nos collègues et amis d'Ukraine à l'occasion du Jour de l'Indépendance ! Nous apprécions les liens solides et de longue date entre nos deux peuples et nous nous réjouissons de renforcer encore la coopération entre l'Arménie et l'Ukraine ».

Félicitations au nouveau ministre iranien des Affaires étrangères/ A la suite d'entretiens du nouveau ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi avec plusieurs de ses homologues à l'occasion de sa nomination, le MAE iranien a indiqué : « Hier et aujourd'hui, les ministres des Affaires étrangères

d'Azerbaïdjan et d'Arménie m'ont téléphoné pour me féliciter. La région du Caucase revêt une importance géopolitique et stratégique pour la République islamique d'Iran. La proximité historique, culturelle et géographique a plus que doublé l'importance de l'élargissement des relations avec les pays de cette région ».

Entretien téléphonique entre les dirigeants de l'Arménie et de la Russie/ Le 23 août, le Premier ministre de la République d'Arménie, Nikol Pachinian, a eu un entretien téléphonique avec le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine dont la primature arménienne a rendu compte : « Le Président russe a informé le Premier ministre arménien des impressions de son déplacement en Azerbaïdjan la semaine dernière, pour lequel le Premier ministre Pachinian a remercié le Président Poutine. Les interlocuteurs ont convenu de se rencontrer à une prochaine occasion pour discuter des questions de l'agenda bilatéral Arménie-Russie ».

Détenus Arméniens en Azerbaïdjan/ Des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont rendu visite à des détenus Arméniens en Azerbaïdjan au mois d'août, a déclaré la responsable de la communication et de la prévention au CICR Arménie, précisant que les représentants du CICR ont rendu visite à ceux que l'Azerbaïdjan reconnaît comme détenus. « Tous les Arméniens détenus qui se trouvent en Azerbaïdjan et dont les noms sont confirmés par les autorités de ce pays ont été inclus dans cette visite », a déclaré Zara Amatuni, qui a ajouté que les détenus ont contacté leurs familles.

Affaire du maire de Goris/ La justice arménienne a décidé d'emprisonner à nouveau le maire de la ville de Goris, dans le sud-est du pays, qui a refusé de démissionner après l'entrée en vigueur d'une décision de justice lui interdisant d'occuper une fonction publique. « Arush Arushanyan, ayant été privé du droit d'occuper un poste de direction dans les collectivités territoriales à titre de sanction par un acte judiciaire et ayant été informé de sa responsabilité légale en cas de non-respect des exigences en matière de sanction, continue d'occuper le poste de chef de la communauté de Goris, dans la région de Syunik », est indiqué dans le communiqué du ministère de la Justice.

Le virus du Nil en Arménie/ Selon le Centre national de contrôle et de prévention des maladies, 75 cas de virus du Nil occidental ont été confirmés en Arménie vendredi. Actuellement, un décès dû à la fièvre du Nil occidental a été enregistré en Arménie.

Problème d'entrée en Bulgarie pour les voyageurs arméniens/ Selon le site d'investigation Hetq, des dizaines de citoyens arméniens arrivant en Bulgarie ont

déclaré avoir été victimes de discrimination à l'aéroport de Sofia. Les gardes-frontières bulgares sont accusés d'avoir un comportement discriminatoire envers les Arméniens voyageant depuis Erevan. Les touristes arméniens affirment avoir été soumis à de longues attentes, avoir été moqués et, dans certains cas, avoir été carrément refusés à l'entrée du pays par les autorités bulgares.

Le ministère arménien des Affaires étrangères a indiqué dans son communiqué : « Le problème ou la plainte est que les citoyens de la RA reçoivent des visas Schengen de certaines ambassades de pays européens opérant en RA, mais lorsqu'ils arrivent dans le pays en question, leur entrée est interdite et ils doivent retourner en Arménie. Le ministère des Affaires étrangères de la RA explique alors que les pays européens font bien de l'interdire car dans le questionnaire de demande et les documents connexes, les citoyens de la RA ne soumettent que le but du voyage dans le pays en question, mais plus tard, après avoir reçu le visa, le but de la visite (la direction, le programme) ou la réservation d'hôtel sont modifiés ou annulés ».

Une pomme jetée sur le Premier ministre arménien/ Selon Azatutyun un habitant d'Erevan âgé de 71 ans risque jusqu'à deux ans de prison après avoir jeté une pomme sur le Premier ministre Nikol Pachinian..

Une croissance économique d'environ 6 % d'ici la fin de l'année/ Le gouvernement arménien s'attend à une croissance économique d'environ 6 % d'ici la fin de l'année. Bien que les recettes fiscales au premier semestre 2024 aient été inférieures aux prévisions, le chiffre reste supérieur à celui de l'année précédente. En termes de dépenses, le gouvernement a effectué 40 milliards de drams de dépenses d'investissement supplémentaires au premier semestre de l'année : plus de 20 milliards de drams de dépenses d'investissement ont été effectuées pour le seul secteur de la défense. Les autorités s'attendent à ce que la dette de l'État atteigne environ 50 % du PIB d'ici la fin de l'année. « Le budget est plutôt bien exécuté en termes de dépenses », a déclaré le ministre des Finances Vahe Hovhannisyan à Armenpress.

Rédaction : Taisya HOVHANNISYAimage005.png Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes ou ayant trait à l'Arménie, parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun cas exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.N

par [La rédaction](#) le mercredi 28 août 2024

© [armenews.com](#) 2024

TURQUIE-AZERBAÏDJAN

Armenpress

28 Août 2024

Bayramov continue de porter de fausses accusations contre l'Arménie

EREVAN, 28 AOÛT, ARMENPRESS: Le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Jeyhun Bayramov, a de nouveau affirmé à tort que la Constitution arménienne contenait des « revendications territoriales » contre l'Azerbaïdjan et la Turquie.

S'exprimant lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue turc Hakan Fidan, le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères s'est ensuite plaint de la coopération de l'Arménie avec ses partenaires internationaux en matière de défense : L'Arménie a acheté des armements défensifs à l'Inde et à la France.

Bayramov a également déclaré que l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont mis d'accord sur une partie importante du traité de paix au cours des pourparlers en cours. L'Arménie a répondu à plusieurs reprises aux revendications de l'Azerbaïdjan au sujet de la Constitution.

Erevan a souligné que changer ou ne pas changer la Constitution est une affaire purement nationale et qu'elle n'a pas de revendications territoriales contre aucun pays, alors que l'acquisition d'armes est le droit de toute nation, et que l'Arménie le fait exclusivement à des fins défensives et n'a pas l'intention d'attaquer qui que ce soit.

Le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan a déclaré aux journalistes que la réunion avec Bayramov s'est également concentrée sur la normalisation de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Il a déclaré que la Turquie et l'Azerbaïdjan continueraient à prendre des mesures conjointes pour « établir la paix dans la région ».

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1198467), original at <https://armenpress.am/fr/article/1198467>

Armenpress

28 Août 2024

[L'Azerbaïdjan accuse faussement l'Arménie d'avoir ouvert le feu à la frontière - ARMENPRESS Agence de presse arménienne](https://armenpress.am/fr/article/1198467)

L'Azerbaïdjan accuse faussement l'Arménie d'avoir ouvert le feu à la frontière

EREVAN, 28 AOÛT, ARMENPRESS: Le ministère de la Défense azerbaïdjanais a faussement accusé l'armée arménienne d'avoir ouvert le feu à la frontière, a déclaré le ministère de la Défense arménien.

“ La déclaration diffusée par le ministère de la Défense de l'Azerbaïdjan, selon laquelle le 28 août vers 06h45 des unités des forces armées arméniennes ont ouvert le feu sur les positions de combat azerbaïdjanaises situées dans la partie sud-ouest de la frontière, ne correspond pas à la réalité “, a déclaré le ministère arménien de la Défense dans un communiqué.

” Il faut noter que le bureau du Premier ministre de la République d'Arménie a proposé la mise en place d'un mécanisme conjoint Arménie-Azerbaïdjan pour enquêter sur les violations du cessez-le-feu et/ou les affaires connexes », a-t-il ajouté. L'Azerbaïdjan a ignoré l'offre de l'Arménie de mettre en place ce mécanisme.

28 Août 2024

[La Turquie et l'Azerbaïdjan se disent pour une « paix durable » dans le Caucase \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

La Turquie et l'Azerbaïdjan se disent pour une « paix durable » dans le Caucase du Sud

La Turquie et son allié régional, l'Azerbaïdjan, ont réaffirmé mardi 28 août leur engagement en faveur d'une « paix et d'une stabilité durables » dans le Caucase du Sud.

Les chefs de la diplomatie des deux pays se sont rencontrés à Ankara et ont évoqué notamment les négociations de paix en cours entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. « Lors de notre réunion d'aujourd'hui, nous avons réaffirmé notre volonté commune de parvenir à une paix et une stabilité durables dans le Caucase du Sud dès que possible », a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, lors d'une conférence de presse avec son homologue azerbaïdjanais, Jeyhun Bayramov.

« Dans ce contexte, nous avons évalué les progrès réalisés dans le processus de paix en cours entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie », a-t-il ajouté.

En juillet, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a déclaré que l'Arménie et l'Azerbaïdjan étaient sur le point de conclure un accord en vue d'une paix « digne », alors qu'il réunissait les ministres des Affaires étrangères des deux pays pour des discussions en marge d'un sommet de l'OTAN à Washington.

M. Bayramov a affirmé mardi que la victoire de Bakou en Artsakh qui s'est traduite par une épuration ethnique avait créé une nouvelle réalité et de nouvelles opportunités dans le Caucase. « L'Azerbaïdjan estime qu'il existe une chance historique d'instaurer une paix durable dans la région », a-t-il osé. La Turquie a toujours soutenu militairement l'Azerbaïdjan dans ses guerres visant à chasser les Arméniens de leur terre historique du Haut-Karabakh.

NAM avec AFP

par [capucine](#) le mercredi 28 août 2024

© [armenews.com](#) 2024

Nor Haratch

24 Août 2024

[Montrons le véritable visage de l'Azerbaïdjan - Nor Haratch](#)

Montrons le véritable visage de l'Azerbaïdjan

En novembre, la conférence COP29 consacrée au changement climatique des Nations Unies aura lieu à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan. L'administration tyrannique et génocidaire de Bakou tente de profiter de cette occasion pour se blanchir des accusations de violations des droits de l'homme et des faits de nettoyage ethnique et de crimes de guerre, accumulés en raison de la dernière guerre de 44 jours en Artsakh et des événements qui l'ont suivi.

Participez à la campagne de protestation, diffusez ces hashtags :

[**#COP29Exposed**](#)

[**#COPout29**](#)

[**#COP29**](#)

[**#COP29Azerbaijan**](#)

[**#FreeArmenianHostages**](#)

Pour en savoir plus : <https://protestcop29.org/>

27 Août 2024

Les manuels scolaires turcs font subir un lavage de cerveau aux élèves en niant le génocide des minorités, par Harut Sassounian

Le journaliste d'investigation turc Uzay Bulut a publié sur le site Internet du Gatestone Institute un article intitulé « Turkish Textbooks : Turning History on Its Head » (Les manuels scolaires turcs : un retournement de l'histoire).

Bulut écrit : « Les autorités gouvernementales turques ont pris pour cible leurs propres peuples indigènes d'Anatolie, à savoir les Grecs pontiques et les Arméniens. Au XX^e siècle, la Turquie ottomane a largement exterminé ces peuples par le biais d'un génocide ».

Bulut explique : Le gouvernement turc qualifie toutefois le génocide de « revendications infondées » des Grecs et des Arméniens. Les titres des manuels d'histoire turcs s'appelaient auparavant « la question du Pont » et « la question arménienne ». Ils sont désormais intitulés « revendications infondées du Pont » et « revendications infondées des Arméniens ».

La Turquie nie également que les Arméniens, les Assyriens et les Grecs soient des peuples autochtones de la région où les Turcs se sont installés des siècles plus tard, ont occupé la terre et exterminé ceux qui y vivaient déjà.

« Les Turcs musulmans d'Asie centrale ne sont arrivés sur les hauts plateaux arméniens et en Anatolie, qui était alors l'Empire romain d'Orient (Byzantin), qu'au cours du XI^e siècle. Par le biais d'invasions militaires, les Turcs musulmans se sont emparés des villes où les chrétiens autochtones vivaient depuis des siècles. Les Turcs ottomans ont finalement envahi Constantinople (aujourd'hui Istanbul) au XV^e siècle, entraînant la destruction de l'Empire byzantin. Après cela, les abus contre le patrimoine religieux et culturel chrétien se sont généralisés », écrit M. Bulut.

Ce qui est triste, c'est que les jeunes écoliers turcs, qui n'ont aucune idée de l'histoire réelle de leur pays, subissent un lavage de cerveau avec des mensonges sur l'origine de leur pays et sont nourris de haine à l'égard des restes des minorités. Par conséquent, ces enfants deviennent des adultes qui répètent les mensonges qui leur ont été enseignés dans leurs écoles en niant que le gouvernement ottoman a commis un génocide contre les Arméniens, les Assyriens et les Grecs indigènes. Ces enfants turcs n'ont aucune raison de ne pas connaître la véritable histoire de leur pays ni les faits concernant le génocide commis contre les minorités. Ils sont nourris de mensonges selon lesquels les minorités ont vécu heureuses dans l'Empire ottoman pendant des siècles jusqu'à ce que les puissances européennes les incitent à se rebeller contre leur gouvernement. Au contraire, les minorités vivant dans l'Empire ottoman ont toujours été opprimées, réduites en esclavage, attaquées, volées, kidnappées, violées et massacrées, ce qui a culminé avec le génocide de 1915. Ces minorités n'étaient même pas considérées comme des citoyens de seconde zone. Elles n'avaient aucun droit et étaient à la merci de leurs dirigeants brutaux. Bulut a correctement décrit l'éducation des écoliers turcs comme étant « de la désinformation, des déformations volontaires et du révisionnisme historique ».

Il ne s'agit pas seulement d'un différend entre Arméniens et Turcs. Le gouvernement turc sait mieux que quiconque que les accusations de génocide sont fondées, puisque les archives ottomanes en sa possession révèlent la vérité, même après avoir été sélectivement nettoyées de toute preuve incriminante.

En 2007, l'Association internationale des spécialistes du génocide a publié une résolution qui stipule notamment ce qui suit « L'Association internationale des spécialistes du génocide est convaincue que la campagne ottomane contre les minorités chrétiennes de l'Empire entre 1914 et 1923 a constitué un génocide contre les Arméniens, les Assyriens et les Grecs pontiques et anatoliens.

Selon le D^r Gregory H. Stanton, président de Genocide Watch, le déni est la dernière étape du génocide : « Le déni est la continuation d'un génocide parce qu'il s'agit d'une tentative continue de détruire le groupe victime psychologiquement et culturellement, de refuser à ses membres même le souvenir des meurtres de leurs proches ».

Plus important encore, je suggère que les fiers citoyens de Turquie écoutent attentivement l'aveu véridique du fondateur de la République moderne de Turquie, Kemal Atatürk, qui a déclaré au journal Los Angeles Examiner dans une interview publiée le 1^{er} août 1926 : « Ces restes de l'ancien parti Jeune Turc, qui

auraient dû rendre compte de la vie de millions de nos sujets chrétiens qui ont été impitoyablement chassés en masse de leurs maisons et massacrés ». J'espère qu'aucun citoyen turc ne sera assez fou pour traiter Atatürk de menteur, sinon il sera immédiatement emprisonné s'il vit en Turquie et, s'il se trouve actuellement à l'étranger, il sera rapidement arrêté à son retour.

Le gouvernement turc devrait enfin faire face à la vérité et enseigner aux étudiants turcs innocents les faits tragiques de l'histoire concernant les massacres et le génocide dont ni la jeune génération d'aujourd'hui ni le gouvernement turc actuel ne sont responsables puisqu'ils n'existaient même pas lors de ces meurtres. Toutes les nations ont des taches sombres dans leur histoire, mais au lieu de les cacher, elles se dévoilent et font face à leur véritable histoire, y compris les épisodes tragiques et glorieux. Ce n'est qu'à cette condition que les nations peuvent surmonter leur passé obscur et aller de l'avant. Regardez l'exemple de l'Allemagne qui a accepté sa culpabilité pour l'Holocauste et a fait amende honorable. Sinon, les générations futures de Turcs grandiront en essayant de nier et de mentir sur leur passé ignominieux et auront toujours mauvaise conscience pour quelque chose dans lequel ils n'ont joué aucun rôle. Cependant, leurs mensonges et leurs dénégations les rendent complices de ces crimes après coup.

Harut Sassounian

www.TheCaliforniaCourier.com
